

**AFRICAN UNION**

**الاتحاد الأفريقي**



**UNION AFRICAINE**

**UNIÃO AFRICANA**

---

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone 517 700 Cables: OAU, ADDIS ABABA

**CONSEIL EXECUTIF  
SEIZIEME SESSION ORDINAIRE  
25 - 29 janvier 2010  
Addis-Abeba (Ethiopie)**

**EX.CL/535(XVI)-c  
Rev.1**

**RAPPORT DU SOUS-COMITE DES CONTRIBUTIONS**

## **RAPPORT DU SOUS-COMITE DES CONTRIBUTIONS**

1. La deuxième session 2009 du Sous-comité des contributions s'est tenue le 04 décembre 2009 au siège de la Commission de l'Union Africaine à Addis-Abeba.

### **PARTICIPATION**

2. Les Etats membres du Sous-comité des Contributions ci-après ont pris part à la session :

- i) Angola
- ii) Burundi
- iii) Cote d'Ivoire
- iv) Egypte
- v) Gabon
- vi) Lesotho
- vii) Malawi
- viii) Nigeria
- ix) Rwanda
- x) Togo
- xi) Tunisie
- xii) Djibouti

3. Les membres du Sous-comité ci-après n'ont pas assisté à la Réunion :

- i) Guinée Equatoriale
- ii) Guinée (sous sanction)
- iii) Somalie

### **Ouverture de la session**

4. La réunion a été ouverte par le président du Sous-comité, S.E. James D. KALILANGWE Ambassadeur de la République du Malawi auprès de la République démocratique fédérale d'Ethiopie et Représentant permanent auprès de l'Union africaine.

5. Il a remercié les délégations pour leur participation, et la Commission de l'Union africaine pour avoir préparé soigneusement un rapport exhaustif et actualisé sur la situation des contributions des Etats membres à son budget à la date provisoire du 31 octobre 2009.

6. Il a, par la suite, présenté le projet d'ordre du jour et a invité le Sous-comité à l'adopter.

### **Ordre du jour Proposé**

7. La Commission a proposé les points suivants de l'ordre du jour :

- a) Adoption de l'ordre du jour
- b) Considération de la situation détaillée des contributions reçues au 31 octobre 2009,
- c) Considération de l'état des contributions détaillées des partenaires
- d) Examen de la demande de la République des Seychelles,
- e) Examen de la demande de la République Démocratique du Congo,
- f) Questions diverses
- g) Information sur la révision du barème de contribution des Etats membres.

### **Adoption de l'ordre du jour**

8. Les membres du Sous-comité ont discuté et ont modifié l'ordre du jour comme suit :

- a) Adoption de l'ordre du jour
- b) Considération de la situation détaillée des contributions reçues au 31 octobre 2009,
- c) Considération de l'Etat des contributions détaillées des partenaires
- d) Examen de la demande de République de Seychelles,
- e) Examen de la demande de la République Démocratique du Congo,
- f) Information sur la révision du barème de contribution des Etats membres.
- g) Questions diverses

9. Après modification, l'ordre du jour a été adopté et le président du Sous-comité a invité le représentant de la Commission à présenter le document.

### **Présentation du Rapport par la Commission**

10. La Commission a présenté un résumé du rapport sur l'Etat des contributions des Etats membres en indiquant qu'il couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

11. Dans sa présentation, le représentant de la Commission a mis l'accent sur le montant adopté par la conférence en sa session ordinaire tenue en février 2009 à Addis-Abeba. Il ressort de cette présentation qu'un montant total de **164.256.817 \$EU** a été approuvé et qui se décompose comme suit :

- **93.804.243 \$EU** est mis en recouvrement auprès des Etats membres,
- **57.412.574 \$EU** aux programmes spécifiques obtenus auprès des partenaires,
- **13.040.000 \$EU** représentant **40%** d'excédent budgétaire couvrant les années fiscales 2004 à 2007.

12. Des explications ont été données sur les sommes reçues des donateurs et des partenaires de développement. En outre, conformément à la décision de la Conférence **Assembly/AU/Dec. 25(XIII)** demandant à la Commission de faire un inventaire exhaustif de la situation des contributions des partenaires, et des programmes qu'ils

financent, la Commission a tenu à informer les Etats membres sur l'exhaustivité des fonds reçus des partenaires et des programmes financés par ceux-ci. Il s'ensuit donc qu'un montant de **40.118.423,02 \$EU** a été reçu au 31 octobre 2009 et dont les  $\frac{3}{4}$  sont destinés pour le fonds de la paix. Ce qui implique que divers programmes n'ont reçus que **9.046.626,77 \$EU** soit **23%** sur les promesses de financement pour la mise en œuvre effectif du programme 2009.

13. Dans le même ordre d'idée la Commission a présenté un état récapitulatif sur les contributions reçues au 31 octobre 2009 qui s'élève à **110.526.441,88 \$EU** constitué par :

- **64.985.388,84 \$EU** représentant les contributions de l'année en cours
- **44.161.549,65 \$EU** constituant les arriérés collectés au 31/12/2008,
- **379.503,39 \$EU** qui représentent les contributions payées en avance.

14. Le montant total des contributions dues au titre de l'exercice en cours s'élevait à **28.040.277,65 \$EU** ce qui représente **31%** du montant mis en recouvrement auprès des Etats membres pour l'année fiscale 2009. Autrement dit, les Etats membres ont payé **69%** du budget soit **64.985.388,84 US\$** en valeur absolue.

15. Bref, sur les 53 Etats Membres, **11** accusent des arriérés d'un an et plus, **24** autres n'ont pas d'arriérés mais ne se sont pas acquittés de leurs contributions au titre de l'exercice en cours, **18** ont payé intégralement leurs contributions pour 2009, et **5** ont fait un paiement par anticipation au titre du budget 2010 de l'Union africaine.

### Sanction

16. La Commission a également souligné le cas des pays sous sanction. A la date du 31 octobre 2009, le Sous-comité a noté que les pays sous sanctions restent les mêmes étant donné qu'il n'y a aucune amélioration sur leur situation de contribution. Il s'agit de :

- i) République démocratique du Congo
- ii) Erythrée
- iii) Seychelles

17. Tout de même la Commission a enregistré une légère amélioration sur l'Etat des arriérés de contribution de la République démocratique du Congo et celle de la République des Seychelles.

18. Les Membres du Sous-comité ont ensuite suggéré que le bon exemple doit être donné par les Etats membres constituant les Sous-comité en s'acquittant à temps de leurs contributions.

19. Le Sous-comité a aussi examiné, entre autres, la situation des deux pays exempté temporairement de sanction. Il s'agit de la République de Burundi et de la Sierra Léone. Il ressort de cet examen que les deux pays continuent d'honorer leur engagement pris vis-à-vis de l'Union africaine.

## Requête de la République des Seychelles et de la RDC

20. La Commission a fait un point de Communication sur les questions à examiner. Le Sous-comité a été informé des deux demandes soumises respectivement par la République démocratique du Congo et de la République des Seychelles.

- a) La République démocratique du Congo lors du Sommet de Syrte a exprimé dans une lettre adressée à la Commission de l'Union africaine son souhait de voir les sanctions qui pèsent sur la RDC levées et s'est engagée à payer un (1) million de dollars par mois à compter de juillet 2009 jusqu'à l'épurement total de sa dette. Malheureusement cet engagement n'a pas été respecté. Le Sous-comité n'a pas examiné la demande de la RDC, car le pays n'était pas représenté.
- b) La requête de la République des Seychelles a été examinée par le Sous-Comité des contributions. La délégation de la République des Seychelles conduite par son Excellence Joseph Nourrice Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères de la République du Seychelles a remercié le Sous-comité pour sa clairvoyance et sa main tendue à la République des Seychelles.

Dans sa présentation, le Secrétaire général a d'abord évoqué la volonté de son pays à honorer ses engagements financiers vis à vis de la Commission de l'UA, non seulement pour maintenir la crédibilité du pays, mais également pour préserver la solidarité si chère cultivée avec la Commission de l'UA au fil des ans. C'est pourquoi les Seychelles sollicitent l'indulgence des Etats membres de l'Union africaine à lui apporter tout son soutien dans cette phase difficile que traverse le pays, en acceptant la demande exprimée par la République des Seychelles.

### Le cas des Seychelles tel que présenté

21. Compte tenu de l'importance de leur dette, les Seychelles proposent ci- après le mode de paiement qui épongera le reste de leur dette sur la base d'une annulation de 60%, d'ici à Septembre 2010, représentant la valeur de **838.277,82\$EU**.

### Points essentiels de la position des Seychelles

- i. L'annulation par l'UA des arriérés de contributions des Seychelles avant 2002-2003, à savoir avant la transformation de l'OUA en UA : Cela représente l'annulation de **1.309.791.92 \$EU** sur le montant de **2.148.069,74 \$EU** (soit 60% du total des arriérés). Les Seychelles disposeraient, par conséquent, d'un solde total équivalent à **838.277,82 \$EU**.
- ii. En supposant que le scénario et la proposition ci-dessus soient acceptés par l'UA, et sur la base du budget disponible du pays et de sa capacité à payer, le gouvernement serait en mesure de garantir ce qui suit:

- (a) un premier versement immédiat à l'UA de **125.000 \$EU: effectué en août 2009**
- (b) Un deuxième versement de **125.000 \$EU** avant la fin de décembre 2009

Cela représentera un paiement initial total de **250.000 \$EU**, portant le solde à **588.277,82 \$EU** à la fin décembre 2009

- iii. Le solde de **588.277,82 \$EU** sera payé sur une base mensuelle, à raison de **65.364,20 \$EU par mois**.
- iv. Cela signifie que nos arriérés seront épongés d'ici à **septembre 2010**.

22. Enfin, la Commission a tenu à informer le Sous-comité de la réunion tenue le 2 décembre 2009 entre le consultant, la Commission et les Etats membres au niveau du COREP constituant le comité ad hoc ministériel sur la révision du barème de contribution, conformément à la Décision du Conseil exécutif **Doc. EX/ CL/192(VII)** de réviser tous les 3 ans le barème de contribution et a pris bonne note.

23. Après avoir entendu attentivement la communication faite d'une part par la Commission sur l'examen du rapport sur les contributions des Etats membres, et d'autre part sur la requête faite par la République des Seychelles. Les membres du COREP ont discuté et ont fait des recommandations ci-après :

**Recommandations :**

- i) Apprécie la situation des contributions des Etats membres et félicite au passage les pays qui ont honoré leur engagement vis à vis de l'Union africaine tout en exhortant les Etats qui n'ont pas encore réglé leur situation de la faire dès que possible,
- ii) Félicite le Burundi et la Sierra Leone pour leur engagement à continuer à honorer leur échéancier,
- iii) Maintient les sanctions sur la République des Seychelles,
- iv) Salue la bonne volonté de la République des Seychelles et reste sensible à la requête exprimée par ce dernier,
- v) Accepte le plan actuel soumis par la République des Seychelles,
- vi) Demande à la République des Seychelles de payer au moins 50% de l'ensemble de ses arriérés et soumettre un plan de paiement rééchelonné de tous ses arriérés vis-à-vis de l'Union africaine.

UNION AFRICAINE

ETAT DES CONTRIBUTIONS

31-déc-09

N°	ETAT MEMBRE	BAREME DES CONTRIBUTIONS	CONTRIBUTION DUES			CONTRIBUTION RECUES				CONTRIBUTION IMPAYEE		
			TOTAL DE CONTRIBUTIONS APPROUVEES POUR 2009	ARRIERES AU 31 DEC. 2008	TOTAL	BAREME DES CONTRIBUTIONS POUR L'EXERCICE EN COURS (2009)	ARRIERES AU 31 DEC. 2008	CONTRIBUTION PAYEEES EN AVANCE	TOTAL	BAREME DE L'EXERCICE EN COURS (2009)	ARRIERES AU 31 DEC. 2008	CONTRIBUTION IMPAYEE
1	Algérie	15,00	14 070 636,52	0,00	14 070 636,53	14 070 636,00	0,00	0,00	14 070 636,00	-0,01	0,00	-0,00
2	Angola	0,83	778 575,22	-1 154 918,00	-376 342,78	0,00	0,00	778 575,00	778 575,00	0,00	-1 154 918,00	-1 154 917,78
3	Bénin	0,34	318 934,43	313 048,27	631 982,70	381 205,97	313 048,27	0,00	694 254,24	-62 271,54	0,00	-62 271,54
4	Botswana	0,83	778 575,22	0,00	778 575,22	448 350,00	0,00	0,00	448 350,00	330 225,22	0,00	330 225,22
5	Burkina Faso	0,41	384 597,40	-125 748,94	258 848,46	240 448,16	0,00	0,00	240 448,16	144 149,24	-125 748,94	18 400,30
6	Burundi	0,06	56 282,55	554 906,58	611 189,13	0,00	281 511,97	0,00	281 511,97	56 282,55	273 394,61	329 677,16
7	Cameroun	1,54	1 444 585,35	511 882,57	1 956 467,92	932 702,78	511 882,57	0,00	1 444 585,35	511 882,57	0,00	511 882,57
8	Cap Vert	0,16	150 086,79	1 187 487,00	1 337 573,79	150 086,79	1 187 487,00	0,00	1 337 573,79	-0,00	-0,00	-0,00
9	Rép. Centrafricaine	0,11	103 184,67	221 356,48	324 541,15	0,00	0,00	0,00	0,00	103 184,67	221 356,48	324 541,15
10	Tachad	0,23	215 749,76	145 097,00	360 846,76	118 515,42	145 076,00	0,00	263 591,42	97 234,34	21,00	97 255,34
11	Comores	0,03	28 141,27	76 416,45	104 557,72	57 076,00	76 416,45	0,00	133 492,45	-28 934,73	0,00	-28 934,73
12	Congo	0,31	290 793,15	-439 341,87	-148 548,72	0,00	0,00	0,00	0,00	290 793,15	-439 341,87	-148 548,72
13	Rép. dém. du Congo	0,49	459 640,79	11 155 167,87	11 614 808,67	0,00	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	459 640,79	5 155 167,87	5 614 808,67
14	Côte d'Ivoire	1,61	1 510 248,32	1 749 280,87	3 259 529,19	0,00	456 533,85	0,00	456 533,85	1 510 248,32	1 292 747,02	2 802 995,34
15	Djibouti	0,08	75 043,39	85 244,00	160 287,39	75 043,39	85 244,00	0,00	160 287,39	0,00	-0,00	0,00
16	Egypte	15,00	14 070 636,52	0,00	14 070 636,53	14 070 636,00	0,00	0,00	14 070 636,00	-0,01	0,00	-0,00
17	Guinée équatoriale	0,32	300 173,58	0,00	300 173,58	0,00	0,00	0,00	0,00	300 173,58	0,00	300 173,58
18	Erythrée	0,08	75 043,39	980 365,00	1 055 408,39	0,00	0,00	0,00	0,00	75 043,39	980 365,00	1 055 408,39

19	Ethiopie	0,63	590 966,73	0,00	590 966,73	590 967,00	0,00	0,00	590 967,00	0,00	0,00	0,00
20	Gabon	0,62	581 586,31	657 784,70	1 239 371,01	279 165,30	657 784,70	0,00	936 950,00	302 421,01	-0,00	302 421,01
21	Gambie	0,04	37 521,70	2 622,00	40 143,70	37 522,00	2 621,85	50 569,75	90 713,60	-0,15	0,15	-50 569,75
22	Ghana	0,69	647 249,28	0,00	647 249,28	0,00	0,00	0,00	0,00	647 249,28	0,00	647 249,28
23	Guinée	0,38	356 456,13	404 908,00	761 364,13	0,00	0,00	0,00	0,00	356 456,13	404 908,00	761 364,13
24	Guinée Bissau	0,02	18 760,85	31 310,89	50 071,74	0,00	0,00	0,00	0,00	18 760,85	31 310,89	50 071,74
25	Kenya	1,44	1 350 781,11	-1 389,58	1 349 391,53	1 193 382,63	0,00	0,00	1 193 382,63	157 398,48	-1 389,58	156 008,90
26	Lesotho	0,14	131 325,94	0,00	131 325,94	131 276,00	0,00	0,00	131 276,00	0,00	-0,00	0,00
27	Libéria	0,04	37 521,70	0,00	37 521,70	0,00	0,00	0,00	0,00	37 521,70	0,00	37 521,70
28	Jamahiriya arabe libyenne socialiste et populaire	15,00	14 070 636,52	0,00	14 070 636,52	0,00	0,00	0,00	0,00	14 070 636,52	0,00	14 070 636,52
29	Madagascar	0,48	450 260,37	-159 685,82	290 574,55	290 574,30	0,00	271 550,41	562 124,71	159 686,07	-159 685,82	-256 241,72
30	Malawi	0,18	168 847,64	0,00	168 847,64	168 847,64	0,00	0,00	168 847,64	-0,00	0,00	0,00
31	Mali	0,40	375 216,97	343 484,08	718 701,05	375 216,97	343 484,08	35 349,76	754 050,81	0,00	0,00	-35 349,30
32	Mauritanie	0,11	103 184,67	-6 004,74	97 179,93	96 749,16	0,00	0,00	96 749,16	6 435,51	-6 004,74	430,77
33	Maurice	0,71	666 010,13	756 538,00	1 422 548,13	175 993,46	756 538,00	0,00	932 531,46	490 016,67	0,00	490 016,67
34	Maroc	0,00	0,00	6 289 496,51	6 289 496,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 289 496,51	6 289 496,51
35	Mozambique	0,43	403 358,25	0,00	403 358,25	403 358,00	0,00	0,00	403 358,00	-0,00	0,00	-0,00
36	Namibie	0,49	459 640,79	0,00	459 640,80	459 641,00	0,00	0,00	459 641,00	-0,01	0,00	-0,00
37	Niger	0,23	215 749,76	-7 015,52	208 734,24	0,00	0,00	0,00	0,00	215 749,76	-7 015,52	208 734,24
38	Nigeria	15,00	14 070 636,52	15 965 979,26	30 036 615,79	14 070 636,00	15 965 979,26	0,00	30 036 615,26	-0,01	0,00	-0,00
39	Rwanda	0,19	178 228,06	0,00	178 228,06	178 228,00	0,00	0,00	178 228,00	0,00	-0,00	-0,00
40	RASD	0,05	46 902,12	0,00	46 902,12	46 902,00	0,00	0,00	46 902,00	0,00	0,00	0,00
41	Sao Tome & Principe	0,01	9 380,42	1 595 240,60	1 604 621,03	9 380,00	1 595 240,60	0,00	1 604 620,60	-0,01	0,00	-0,00
42	Sénégal	0,74	694 151,40	699 086,59	1 393 237,99	694 151,40	699 086,59	309 336,66	1 702 574,65	0,00	0,00	0,00



43	Seychelles	0,09	84 423,82	2 063 645,92	2 148 069,74	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	84 423,82	1 813 645,92	1 898 069,74
44	Sierra Leone	0,07	65 662,97	456 972,24	522 635,21	0,00	345 124,81	0,00	345 124,81	65 662,97	111 847,43	177 510,40
45	Somalie	0,13	121 945,52	263 905,00	385 850,51	6 095,00	263 905,00	0,00	270 000,00	115 850,52	-0,00	115 850,51
46	Afrique du Sud	15,00	14 070 636,52	0	14 070 636,52	14 070 636,00	0,00	0,00	14 070 636,00	0,00	0,00	0,00
47	Soudan	1,86	1 744 758,93	4 539 092,88	6 283 851,80	0,00	1 951 391,08	0,00	1 951 391,08	1 744 758,93	2 587 701,80	4 332 460,72
48	Swaziland	0,21	196 988,91	0,00	196 988,91	196 989,00	0,00	0,00	196 989,00	0,00	0,00	0,00
49	Tanzanie	1,09	1 022 466,25	327 756,44	1 350 222,70	2 210,22	327 756,44	0,00	329 966,66	1 020 256,03	0,00	1 020 256,04
50	Togo	0,16	150 086,79	85 124,74	235 211,53	0,00	0,00	0,00	0,00	150 086,79	85 124,74	235 211,53
51	Tunisie	2,96	2 776 605,61	1 015 952,19	3 792 557,80	1 437,11	1 015 951,99	0,00	1 017 389,10	2 775 168,50	0,20	2 775 168,70
52	Ouganda	0,77	722 292,67	820 471,00	1 542 763,68	0,00	820 471,00	0,00	820 471,00	722 292,67	0,00	722 292,68
53	Zambie	0,44	412 738,67	0,00	412 738,67	0,00	0,00	0,00	0,00	412 738,67	0,00	412 738,67
54	Zimbabwe	1,77	1 660 335,11	0,00	1 660 335,11	1 660 335,11	0,00	0,00	1 660 335,11	-0,00	0,00	0,00
	<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>93 804 243</b>	<b>51 405 518,70</b>	<b>145 209 762,18</b>	<b>65 684 393,81</b>	<b>34 052 535,51</b>	<b>1 445 381,58</b>	<b>101 182 310,90</b>	<b>27 341 222,26</b>	<b>17 352 983,19</b>	<b>44 352 044,64</b>

Source de financement	Montant
Etat membre	93 804 243
Partenaire international	57 412 574
Surplus	13 040 000
<b>Total</b>	<b>164 256 817</b>

2010

# Rapport du Sous-comite des Contributions

Union Africaine

Union Africaine

---

<http://archives.au.int/handle/123456789/3281>

*Downloaded from African Union Common Repository*